

Gabriel PASTORELLI

24 Août 1944. La Libération d'ANTIBES

Les membres du noyau actif et clandestin du Comité de Libération étaient ce jour à nouveau réunis au Bar Jules 1er étage, rue de la République. OLIVIER Edouard, LIEUTAUD Philippe, LEONETTI Jacques, GRASSINI Louis, MUSSO Marc, PASTORELLI Gabriel, alors que le commandant de la place, le Commandant VERINE, qui assumait la plus haute responsabilité était à son poste d'où il dirigeait les principales actions pour la Libération de notre Ville.

Désignés par les divers groupes de résistants pour administrer notre localité, nous descendions à 11 heures la rue de la République accompagnés par une foule de plus en plus nombreuse. Nous approchions de la Mairie. Nous en avons franchi le perron acclamés. J'avoue que j'étais très ému en pénétrant dans le bureau de Monsieur Jules GREC, le Maire qui devait nous céder la place, il le fit sans difficulté, nous accueillant par ces simples mots: "Messieurs, prévenu, je vous attendais". (Je réalisais, ayant lu son livre, que le commandant VERINE avait fait le nécessaire avant notre venue).

Monsieur GREC manifestait son intention de regagner sa voiture afin de rejoindre son domicile. Nous pensions qu'il était de notre devoir de l'accompagner. Il hésita, puis accepta. Tout se passa très bien. J'avoue que j'étais content alors que, à l'extérieur, la foule manifestait sa joie. ANTIBES était libérée.

Il fallait se mettre au travail, élargir notre Comité avec la participation des groupes de résistants représentés et également faire participer certains membres du Conseil Municipal existant.

Etant le représentant de la C.G.T., secrétaire de l'Union locale, je devais m'occuper du Chantier Naval où je travaillais et dont j'étais également délégué.

Le Chantier était démoli, les ouvriers et employés s'activaient au mieux à réparer les dégâts occasionnés par la destruction du port par les Allemands avant leur départ.

Je me rendais auprès de Monsieur RAMBAUD, notre Directeur. J'avais eu avec lui plusieurs entrevues et beaucoup d'actions avaient été possibles. Avec son concours, j'avais pu faire entrer des éléments actifs de la Résistance au Chantier.

Je lui proposais de trouver une voiture et de nous rendre à PARIS afin d'obtenir du travail par la Marine Nationale.

Il accepta et nous partîmes tous deux pour remplir une mission qui s'avérait difficile en période de guerre.

Nous avons eu de nombreux retards occasionnés par le mauvais état des voies. Je ne savais pas conduire et Monsieur RAMBAUD en accepta la responsabilité. Sur notre route, nous croisions des soldats allemands; c'étaient des futurs prisonniers.

Nous étions peu rassurés et pour cause; désemparé, j'étais le seul à avoir un Beretta 9 mm, revolver Italien.

Malgré de nombreuses difficultés, nous sommes arrivés à PARIS en deux étapes. Dès notre arrivée, nous nous sommes rendus au siège de la C.G.T.,

ensuite, nous avons cherché un hôtel pour y loger.

A la C.G.T., je demandais à rencontrer un responsable. Après avoir exposé notre désir, en notre présence, il téléphona à l'Hôtel Matignon où siégeait Monsieur Louis SAILLANT, Président du Conseil National de la Résistance.

Nous obtenions aussitôt un rendez-vous et quelques heures plus tard, nous traversions les postes de garde, conduits par un huissier en tenue qui nous avait attendu sur le perron.

Nous rencontrâmes Monsieur le Président qui nous mit de suite à l'aise. Présentations faites, je demandais à mon Directeur d'exposer le but de notre visite: obtenir un rendez-vous avec Monsieur le Ministre de la Marine.

Présents pendant la conversation téléphonique avec Monsieur SAILLANT et Monsieur JACQUINOT, Ministre de la Marine, nous avons obtenu un rendez-vous pour le lendemain matin. Avant de nous quitter, Monsieur le Président remit à Monsieur RAMBAUD un bon d'essence afin de pourvoir à son retour.

Nous avons passé la nuit à l'Hôtel et au matin, nous étions au Ministère de la Marine.

Ce furent les mêmes contrôles effectués par des marins en tenue, conduits par un premier maître, nous étions reçus par le Ministre, Monsieur Jacquinot. C'était un colosse qui nous accueillit avec amabilité. Après nous avoir écouté attentivement, il nous promit de faire le nécessaire afin que le Chantier Naval fut pourvu de travail. Il nous demanda également ce dont nous avions besoin; Monsieur RAMBAUD obtint quelques bons d'essence pour son retour (devant rester quelques jours à PARIS) et aussi des cigarettes.

En ce qui me concerne, je devais rejoindre ANTIBES et pour ce faire, il me fallait un laissez-passer. A la demande de Monsieur le Ministre, je me rendis, accompagné par un garde dans le bureau du Commandant de la Marine Nationale, le Vice-Amiral KHAN. J'étais très ému, bouleversé par la rencontre avec cette haute personnalité assise en face. Alors qu'il m'était demandé certains renseignements, je répondais par un "oui, Amiral", il releva la tête, me regarda, puis se leva de son siège, ce que je fis également, me mettant au garde-à-vous.

- "Vous étiez dans la Marine ?"

- "Oui, Amiral".

Il posa la main sur mon épaule. J'entends encore les paroles qu'il prononça:

- "Je suis content de savoir que même à terre, les marins étaient dans la résistance."

Ce que je venais de vivre avec Monsieur RAMBAUD pendant notre séjour à PARIS, me prouvait combien la Résistance était fraternelle.

Bouleversés, émus, nous avons rempli notre Mission.

En ce qui me concerne, tout n'était pas terminé, avec mon ordre de mission, je reçus également un billet de chemin de fer gratuit.

Arrivé à la Gare de Lyon, je trouvais de nombreuses personnes qui attendaient. Ayant aperçu un lieutenant de garde mobiles casqué, je me présentai, lui expliquant que j'avais un ordre de mission. Il se mit au garde-à-vous, me salua, me pria de le suivre. Il m'accompagna jusqu'au train

qui devait partir quelques minutes plus tard. Après m'avoir demandé si j'avais besoin de ses services, il m'apprit que mon ordre était valable cinq jours et que je pouvais faire appel si nécessaire aux autorités de police ou militaires pour son accomplissement.

Etonné, et pour cause, je réalisais alors que mon ordre de mission émanait du Ministère de la Marine Nationale, il était signé par l'Amiral KHAN.

Le train était complet. Je restais dans le couloir pendant le trajet et enfin, j'étais de retour à ANTIBES.

A mon arrivée, j'appris que le Comité de Libération avait été complété et mis en place.

Monsieur Edouard OLIVIER en était le Maire.
Etaient désignés comme adjoints: Messieurs PASTORELLI Gabriel, LIEUTAUD Philippe, EYSSERIE Raoul, LAFORCE André, BOFFA Dominique ainsi que les Conseillers Municipaux.

Je devais être constamment et heureusement surpris. Avec mon Directeur et Ami, Monsieur RAMBAUD, nous avons mené à bien notre première mission: mes camarades du chantier avaient du travail avec la Marine Nationale.

La Mairie m'attendait pour de nombreuses autres tâches.

Afin de mieux être compris, je pense qu'il est nécessaire d'énumérer et de savoir comment furent constitués les Comités de Libération clandestins locaux, contrôlés et agréés par les Comités Départementaux, mis en place par les Instances Nationales supérieures, ce Comité National de la Résistance dont le Président était Monsieur Louis SAILLANT; de connaître certaines mesures prises en vue de faciliter et permettre aux responsables de mieux remplir leur mission.

Employé au Chantier Naval, une de ces mesures me permettait de toucher mon salaire pendant six mois, je pus ainsi me consacrer à mes nouvelles responsabilités et passer tout mon temps à la Mairie, Président de la Commission des Travaux et aussi délégué au Ravitaillement.

Je fus mis en relation avec les responsables de l'Administration Locale, en premier lieu son Secrétaire Général, Monsieur BACCIALONE Alcide qui nous a toujours conseillés, renseignés, facilités, aidés, dans l'accomplissement de nos tâches diverses. Monsieur le Maire le tenait en grande estime ainsi que tous les membres du Comité et du Conseil Municipal.

Comment faire état de la situation à ANTIBES ?

La population avait faim, les réserves de farine étaient épuisées, l'alimentation manquait dans tous les domaines, le tout à l'avenant.

Il fallait faire vite, nous pouvions obtenir une aide principalement en farine, mais il fallait aller la chercher à SAINT-RAPHAEL, où se trouvaient des stocks de ravitaillement au lieu du débarquement des Américains, mais pour le faire ! Nos moyens de transports étaient inexistants. Les camions qui roulaient au gazogène étaient en mauvais états, certains les pneus usés jusqu'à la corde.

Pour les trains, pire encore, réquisitionnés pour les besoins de l'Armée, certaines voies coupées, ce qui nécessitait des transbordements.

Par voie maritime, les installations portuaires avaient sauté, le port miné et détruit par les Allemands avant leur départ, les bateaux coulés, sans oublier de mentionner les nombreuses voies de communication, routes et autres endroits également minés.

Les groupes de démineurs, le Commandant VERINE et les hommes valides s'activaient au mieux, telle était la situation, sans compter les escarmouches, les actions d'éléments douteux. Quelques fascistes impénitents tentèrent des sabotages, mais avec l'appui de la population, ils furent sans lendemain.

Le marché noir, lui, fonctionnait encore. Il fallait remédier à tout cela. Je suis un des derniers survivants de ce Comité, je puis par ces écrits témoigner qu'une grande camaraderie existait entre nous tous. Monsieur le Maire, les adjoints, conseillers municipaux étaient à leur poste, ils contribuaient à remettre de l'ordre, permettre à notre Ville de se rétablir au mieux.

La réussite de notre mission n'était possible que par cette entente, le précieux concours du personnel municipal, son secrétaire général, les chefs de services, son personnel, sans oublier le précieux concours de la police et de la population.

Il est vrai que les événements vécus, prédisposaient les gens à mieux se comprendre, s'entendre après ces années de malheur; comme quoi il est vrai que l'adversité rapproche, rassemble les gens.

En ce qui me concerne, je me mis en rapport avec Monsieur PAYS, responsable du ravitaillement, messieurs CARBONI, FRANZA qui se dépensèrent afin d'obtenir un meilleur approvisionnement. Monsieur le Maire était très ouvert, compréhensif, amical envers tous; il est vrai que nous n'avons jamais pris d'initiatives sans avoir consulté et tenu compte de l'avis, des conseils, des responsables municipaux.

Ma première tâche étant la reprise du travail au Chantier Naval, ma mission s'était accomplie avec le concours du Directeur, Monsieur RAMBAUD.

Je pouvais m'occuper du ravitaillement en premier. Pour ce faire, je voulais profiter des services de Monsieur GENDRE, chauffeur de camion au Chantier, et qui s'occupait du ravitaillement de la cantine. C'était un débrouillard et je pus, par son intermédiaire et le concours de Monsieur PAYS, avoir quelques camions de pommes de terres. Vendues sur le marché à ANTIBES, un peu plus cher que le prix imposé, ce qui fit la joie de la population et avec le temps le rappel à l'ordre de Monsieur GUEGEN, responsable départemental du Ravitaillement.

Certains renseignements obtenus sur des garages de particuliers nous permirent de récupérer à l'amiable par l'intermédiaire des services de réquisitions de la Mairie, de l'essence, du mazout, des pneus, enfin de quoi équiper quelques camions et commencer à nous approvisionner en farine. Ces derniers, qui devaient se rendre à SAINT-RAPHAEL, étaient escortés par deux membres des milices patriotiques armés et ce, afin de prévenir en cours de route, sur le trajet, des vols. Il faut dire que la discipline était sévère, rigoureuse. En prenant toutes ces mesures nécessaires cela nous permit de

manger du pain blanc.

Le ravitaillement s'améliorait, nous commençons à mieux réaliser notre mission.

Avec l'aide de l'Administration locale, ainsi que de la police, des progrès sensibles étaient obtenus.

ANTIBES créa également la première "Maison du Combattant", sise à l'Hôtel Josse, boulevard du Cap, et ce, avec le concours de nombreuses personnes dévouées, bénévoles.

Madame ANSALDI, conseillère municipale et résistante active, en était la présidente. De nombreux combattants convalescents furent reçus et plus tard des anciens prisonniers de guerre y furent accueillis.

Alors qu'en même temps, Monsieur le Maire Edouard OLIVIER, pharmacien de son état et Monsieur PORTE, conseiller municipal, instituteur, s'occupaient de lutter contre le marché noir, pratique qui devait cesser.

Pour ce faire, des mesures sévères furent prises, certaines de celles-ci ne furent pas toujours bien accueillies, la période de la Libération, ses premiers jours, permit grâce à une certaine confusion des abus et ceux-ci imputés à tort au nom de la Résistance.

A travers l'appel lancé à la population par notre journal local "Libération", créé et géré par Monsieur BRUGNA, journaliste professionnel, et la mise en garde contre les contrevenants.

C'est ainsi et à la suite de ces dernières, le but recherché étant de faire en sorte qu'à la période de la Libération succède la mise en marche d'un contrôle administratif existant à la Mairie, et ce, afin de permettre aux nombreuses réquisitions, voitures, matériel et autres d'être effectuées dans la légalité, en permettre la justification afin de prévoir le remboursement par les Autorités locale, départementale, Nationale.

Il nous fut possible de récupérer dans des caves de particuliers, entre autres, celle de Monsieur BALBY, collaborateur notoire, des liqueurs qui furent échangées avec les représentants des troupes américaines contre des boîtes de lait concentré et divers autres aliments distribués aux crèches, maternelles, cantines des écoles, etc... et ce, sans distinction, de même qu'il fallait veiller au chauffage, par des distributions de bois, la remise en état d'un matériel défectueux, résultat d'une longue période de restrictions.

Refaire la plage de Juan-les-Pins, dont les Allemands avaient enlevé le sable pour construire des tranchées anti-chars. Utiliser les blocs de ciment qui constituaient une des défenses construites en vue d'empêcher un débarquement possible.

Ce que nous fîmes, par la construction d'épis en mer selon le plan fourni par Monsieur COPPELO Maurice, architecte.

A l'Hôpital s'organisa un service pour les enfants, lesquels avaient terriblement soufferts, venir en aide aux personnes âgées, toujours en tenant compte de l'avis du corps médical.

Et quand NICE fut libérée, quelques jours plus tard, il nous fut possible d'envoyer de la farine par solidarité.

Aujourd'hui, tout cela serait d'une grande facilité, mais à l'époque, il y avait peu, pour ne pas dire plus rien.

Il fallait malgré tout le faire. Telle était notre mission.

Une commission militaire départementale fut créée, composée d'officiers de terre, de la Marine, des résistants responsables locaux, sa mission était de

permettre que le pays rentre dans l'ordre; que tous les détenteurs d'armes, etc... les restituent et qu'elles soient ainsi récupérées au plus tôt.

Représentant ANTIBES dans cette commission, une permanence fut établie; je reçus de nombreuses armes, explosifs et autres, quelques bons camarades ne voulaient pas s'en séparer, ils le firent par discipline. Les occupants de la Mairie étaient inquiets, nous avions de quoi faire sauter le bâtiment et le reste, enfin, ces armes furent enlevées et transportées à NICE.

Nos premiers jours de la Libération furent pour nous une période difficile; mais lentement, la vie reprenait son cours et enfin, le tout se mit à fonctionner comme une période presque normale, ce qui ne pouvait en aucun cas être comparé à la situation actuelle. Pour ma part, j'ai vécu, surtout à cause de ces difficultés, une période exaltante au service de la FRANCE, mon beau pays natal que j'aime tant, car je suis Antibois.

Pendant ce temps, la guerre continuait et de nouveaux jeunes Antibois s'engageaient afin de continuer et de participer aux combats vers la victoire.

Je reçus un soir la visite de mon ami SALUSSE venu me voir à la Mairie, j'appris qu'il partait en mission. Il devait être parachuté en Italie avec son camarade SANTONI. Hélas, reconnus par des miliciens fascistes, ils furent tous deux pris et fusillés. Quelques jours plus tard, les poteaux qui servirent à leur exécution ont été exposés sur la place d'ANTIBES.

Leur nom a été donné au stade du Boulevard Foch. Par ce geste, notre Ville a entendu perpétuer la mémoire de ces deux jeunes gens, héros qui ont consenti le sacrifice de leur vie. Que leur nom soit respecté. Ils sont morts pour que vive la France.

Partis volontaires, personne ne les obligeait. Comme tous les résistants, les soldats de l'Ombre, sans uniforme, sans solde, sans aucune garantie pour leur famille, ils avaient un objectif majeur: se battre contre l'occupant.

Que cela serve d'exemple aux générations montantes. ANTIBES a payé un lourd tribut; nombreux sont ceux de ses enfants qui ont pris part au combat de la France pour la France. C'étaient des patriotes, des purs, ils ont mérité de la Patrie. Rien ne doit séparer la Résistance, le faire serait porter atteinte au respect de ceux qui périrent dans les camps de concentration, à nos fusillés abattus lâchement, à ceux qui échappèrent à la mort, à tous les résistants sans exception.

Pour mémoire Juan-les-Pins
le 20 Février 1987



Carte de Combattant 44.640
de Combattant Volontaire de la
Résistance n° 062.321
des Alpes-Maritimes